2) Crise née de la restructuration du milieu enseignant.

Le pronostic qui est généralement fait dans ce domaine —et qui connaît d'ores et déjà un début de réalisation— est celui d'une profonde scission dans le corps enseignant entre :
des auxilliaires de plus en plus nombreux et à syndicalisation difficile
-un petit nombre de titulaires aux privilèges renforcés, animateurs du syndicalisme enseignant auquel ils tenteront de plus en plus de faire jouer un rôle strictement corporatiste de défense de leur situation privilégiée, face aux auxilliaires.

En poussant la dynamique à la limite, on élimine même le syndicalisme en milieu enseignant ainsi éclaté :

-Les auxilliaires, ce sont aussi les jeunes enseignants, frais sortis de leur faculté, très peu motivés syndicalement quand ils ne sont pas franchement hostiles à cette lourde organisation bureaucratisée, collaborationniste et peu efficace qu'est la FEN.

-Les titulaires en voie de repliement corporatiste n'ont aucune raison de ne pas aller jusqu'au bout de ce corporatisme, c'est-à-dire de faire renaître et prospérer —au lieu et place des syndicats— les fameuses amicales disciplinaires ou catégorielles dont finalement ils ne se sont jamais dégagés.

Là encore, nous pensons que rien n'est joué. On ne voit pas d'ailleurs quels principes nous obligeraient à entériner cette dynamique plutôt que de la combattre, à partir du moment où nous la jugerions régressive. De toute manière, il nous semble que de puissants facteurs jouent dans l'autre sens, et que la situation est beaucoup plus contradictoire qu'il n'y paraît de prime abord, dans des analyses séduisantes par leur simplisme, mais fort unilatérales.

Dans le cadre de la période (remontée généralisée des luttes, à l'échelle internationale), il est tout à fait aberrant de croire à une désyndicalisation massive, ou à un renforcement parallèle du corporatisme (sinon de l'amicalisme) chez les enseignants, même si le pouvoir et les Etats-majors font tout ce qu'ils peuvent dans ce sens. Le mouvement historique constatable en France (et en Angleterre aujourd'hui), reflet de la prolétarisation grandissante des anciennes couches moyennes, est la syndicalisation progressive de ces couches, la progressive compréhension —chez elles— que leur sort est lié à celui de la classe ouvrière et même un début d'aspiration à se lier toujours davantage à ses luttes. On l'a vu chez les employés, on le voit dans la fonction publique, en Mai chez les ingénieurs et les techniciens. (De ce point de vue, la création de l'UGIC par la CGT est tout à fait symptomatique de la prise de conscience par les bureaucrates du phénomène ; sa fonction est à la fois de récupérer ces couches et d'empêcher leur jonction organisationnelle avec le reste du mouvement ouvrier. On pourrait trouver des analogies au niveau du maintien dans l'autonomie d'une FEN cégétisée et sa non transformation en fédération d'industrie).

Depuis des décennies, des couches successives d'enseignants ont rejoint le mouvement ouvrier en s'organisant dans la FEN ou ce qui l'a précédé :

-aux alentours de 1905-1910, c'est une minorité d'instituteurs et de répétiteurs (les futures MI-SE)

-en 1920, la grosse masse des instituteurs rompt avec l'amicalisme et constitue le SNI qui rejoint la CGT réformiste

-en 1936, tandis que se constitue le SGEN, une petite minorité de professeurs du secondaire rompt avec l'amicalisme pour rejoindre la FEN dans une CGT réunifiée

-en 1945, les professeurs rallient en masse le syndicalisme enseignant et le mouvement ouvrier, une minorité d'amicalo-corporatistes incurables (majoritaires d'avant guerre) créant le SNALC, aujourd'hui lié à la Confédération générale des Cadres, et relativement groupusculaire.

-en 1957, une minorité d'enseignants du supérieur et de Chercheurs mettent sur pied le SNES-SUP et le SNCS (quelques centaines à la fondation, 2000 en 63-64, les enseignants du supérieur de la FEN dépassent les 7000 aujourd'hui et commencent à éclipser l'Amicale —abusivement nommée syndicat— du Pr. Vedel. L'inversion du rapport de force entre membres de la FEN et « autonomes », datant —comme par hasard— de 1968 ! Il est vrai que, pour 80%, il ne s'agit encore que des Assistants et des M.A. et qu'il est difficile de considérer le professeur de faculté comme un vulgaire travailleur salarié).

Un mouvement d'une telle profondeur, d'une telle durée, peut difficilement s'inverser en quelques années, d'autant que les facte facteurs qui l'ont produit —disparition des écoles rurales, concentration urbaine, augmentation générale du nombre d'enseignants, augmentation du nombre d'enseignants par établissements (les effectifs d'élèves s'accroissant, les groupes scolaires, les grands établissements secondaires, les complexes universitaires se développant au détriment des écoles à taille « humaine »)—, loin de disparaître s'exercent encore plus fortement aujourd'hui : La progression des cégétistes au détriment des réformistes, puis des révolutionnaires, au détriment des cégétistes, double glissement au sein des syndicats enseignants, n'est qu'un signe de plus de cette récente accélération du mouvement historique plus haut analysé (sans n'être que cela, bien entendu).

Le regain d'activité de certains groupes asyndicaux (associations par discipline, groupes pédagogiques, etc.) n'est pas forcément un contre-exemple. Il ne s'agit pas d'un retour au corporatisme et à l'amicalisme, mais —le plus souvent— de tentatives, de fait, pour pallier l'absence d'intervention du syndicalisme dans des domaines qui, pour nous, sont finalement éminemment politiques. Et gageons que les instituteurs, culpabilisés par le matraquage radio-télévisuel et, un temps appâtés par la « rénovation pédagogique » gouvernementale, auront des réveils combatifs.

A ce niveau, on ne peut manifestement mettre sur le même plan, et affecter du même signe des associations aussi différentes que la « Société des Agrégés » et le « Comité CAPES-AGREG », le mouvement Freinet et la « Franco-Ancienne ». La droite corporatiste et amicaliste, est en dehors des syndicats, et quand elle en crée, elle n'y polarise qu'un très faible courant, en toute hypothèse, incommensurablement plus faible que dans les plus noires époques passées. Des syndicats, comme le Syndicat National des Collèges, sont dans l'impasse, et mendient leur réintégration dans la FEN.

Le courant révolutionnaire drainé par les syndicats enseignants est d'ores et déjà plus important qu'il n'a jamais été aux meilleurs jours de la Fédération Unitaire (7 à 8000 adhérents dans les années 20), et de plus, nous avons aujourd'hui un syndicalisme de masse qui était loin d'être le cas alors, sauf chez les instituteurs.

Il est d'ailleurs patent que les directions syndicales cherchent à se maintenir plus par la phrase gauche que par l'apolitisme. Les majoritaires parlent de « réformisme révolutionnaire » et rappellent leur programme maximum ; les staliniens ne cherchent aucunement à dépolitiser ; ils s'efforcent au contraire de politiser à outrance —sur leurs bases, bien entendu (démocratie avancée, unité de la gauche sans JJSS, programme de gouvernement).

Il nous semble nécessaire, enfin, de ne pas surestimer les capacités de la bourgeoisie d'appliquer ses projets, tant économiques que politiques. La politique effective de celle-ci n'est toujours qu'un compromis entre ses visées et la résistance des choses et des gens. Croire que les projets de la bourgeoisie deviendront fatalement les réalités de demain, c'est croire à la possibilité d'une planification effective en régime capitaliste et se condamner à courir après l'événement qui démentira nos pronostics ; c'est enfin sous-estimer notre propre intervention et son rôle perturbateur. Comment répondre ?

-Non pas suivre la ligne de plus grande pente et mettre en forme —en les stabilisant, en les théorisant— les préjugés anti-syndicalistes qui peuvent se développer parmi les jeunes enseignants ou les vieux révolutionnaires fatigués (ceux qui retombent en enfance), mais les combattre avec la dernière énergie. Syndicaliser les jeunes, resyndicaliser le milieu. Syndicaliser en donnant des perspectives, y compris par le détour politique (et la Ligue dans ce domaine est seule à même de donner ces explications, de justifier politiquement en engagement syndical). Resyndicaliser, c'est-à-dire, là où on ne prend sa carte que par habitude, travailler à remobiliser, à faire exister, puis à faire vivre les sections syndicales de base. Transformer l'enthousiasme et la combativité des jeunes, leur sensibilité anti-bureaucratique, en action organisée et efficace.

-Ne pas contribuer, nous aussi, au développement du corporatisme en autonomisant les couches d'âge ou les